



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-temple

Savigny-le-temple, le 14/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LOGICOR (SHINE) MITRY SNC**

170 Boulevard HAUSSMANN

75008 Paris

Références : E/24-1259

Code AIOT : 0006507283

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement LOGICOR (SHINE) MITRY SNC implanté rue Saint Exupéry, ZAC du Parc, 77290 Compans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action d'inspection massive et inopinée des sites industriels de la zone de Mitry-Compans. Cette action coordonnée avec les forces de l'ordre avait pour objectif de s'assurer de l'exploitation dans des conditions de sécurité satisfaisantes des installations classées selon la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOGICOR (SHINE) MITRY SNC
- rue Saint Exupéry, ZAC du Parc, 77290 Compans
- Code AIOT : 0006507283
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de l'entrepôt sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 03 DAI 2 IC 256 du 24 juillet 2003, au titre des rubriques 1510 et 1530. Du fait de l'évolution de la nomenclature des installations classées, les activités du site relèvent désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 (entrepôt).

L'entrepôt accueille trois locataires :

- société IRON MOUNTAIN (cellules 1 et 2), pour un stockage de papier,
- société NOVAIR (cellule 3), pour un stockage de matériels destinés à la fabrication des systèmes de gaz médicaux (oxygène),
- société MC CORMICK LOGISTICS SERVICES (cellule 4), pour un stockage d'épices DUCROS.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 1.4.I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 12	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Évacuation des personnes	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 22	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 23	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 3.1	Sans objet
8	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 15	Sans objet
11	Surveillance de l'entrepôt	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 25	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entrepôt est globalement bien tenu. L'exploitant doit toutefois s'assurer que le Plan de Défense Incendie est connu de ses locataires (formation et exercices de mise en œuvre) et justifier que le système d'extinction incendie est adapté aux produits stockés.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : État des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 1.4.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Matières stockées

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

**Constats :**

Le locataire NOVAIR dispose d'un état des stocks par article, qui ne permet pas de classer les produits par rubrique ICPE. Il ne dispose pas d'un plan général des produits stockés, par catégorie et rubriques.

Le locataire MC CORMICK dispose d'un état des stocks, mis à jour une fois par mois. Un plan général des stockages est disponible et répertorié avec les rubriques ICPE associées.

Le locataire IRON MOUNTAIN dispose d'un état des stocks, uniquement des caisses d'archives, ainsi qu'un plan de ses stockages.

Il n'existe pas d'état des stocks consolidé et à jour, pour l'ensemble du site (trois locataires). De fait, aucun inventaire n'est facilement accessible par les pompiers en cas d'incendie.

La société LOGICOR SHINE pourrait aisément mettre en place une boîte à l'entrée du site comportant l'état des stocks consolidé à jour et le plan général des stockages, pour une mise à



disposition des pompiers.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La société LOGICOR SHINE doit : <ul style="list-style-type: none"> <li>- transmettre un état des stocks de l'ensemble du site, consolidé par rubrique et par cellule,</li> <li>- transmettre le plan général des stockages pour les 4 cellules, faisant apparaître la nature des produits stockés, les rubriques associées et la cellule.</li> <li>- justifier les modalités d'accès de l'état des stocks et du plan général des stockages par les pompiers en cas d'incendie.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Accessibilité au site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dégagement des accès
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'une voie engin sur la périphérie du site. Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence de véhicules susceptibles de gêner l'accès des pompiers.  D'après le Plan de Défense Incendie, les sociétés IRON MOUNTAIN et MC CORMICK appellent les pompiers en cas de déclenchement d'une alerte incendie en période ouvrée. En période non ouvrée, les alarmes sont reportées vers les sociétés de télésurveillance qui assurent la levée de doute et accueillent les pompiers sur site si nécessaire.  Le PDI ne fait pas mention de la société NOVAIR. Toutefois, lors de l'inspection, la société NOVAIR a précisé que les mêmes dispositions étaient en place dans la cellule 3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

**Constats :**

Lors de l'inspection, une partie des liquides dangereux (lubrifiants, huiles) étaient stockés sans bacs de rétention chez le locataire NOVAIR. Selon l'exploitant, des bacs de rétentions auraient été commandés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La société LOGICOR SHINE doit justifier, par tous moyens à sa disposition (reportage photographique, bon de commande...), que les produits liquides dangereux (lubrifiants, huiles) entreposés chez son locataire NOVAIR sont stockés sur des bacs de rétention.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Eaux d'extinction incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Isolement du site

**Prescription contrôlée :**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé notamment au vu de l'étude de dangers en fonction de la rapidité d'intervention et des moyens d'intervention ainsi que la nature des matières stockées, et mentionné dans l'arrêté préfectoral.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

**Constats :**

Le site dispose d'une vanne de barrage, asservie au système d'extinction automatique, permettant de confiner les eaux d'extinction d'un incendie sur le site.

Le locataire MC CORMICK a présenté une consigne relative à la fermeture manuelle de cette vanne en cas de défaillance, intégrée dans le Plan de Défense Incendie.

Les autres locataires ne semblaient pas avoir connaissance de l'existence de cette consigne.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit justifier que les 3 locataires connaissent la consigne relative à la fermeture manuelle de la vanne de barrage des eaux pluviales, en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Sécurité incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, certains locataires ont indiqué que la détection automatique d'incendie était transmise au propriétaire. Or, d'après le Plan de Défense Incendie, en heures ouvrées, les locataires doivent appeler les pompiers, prendre les dispositions pour les accueillir, puis prévenir le propriétaire. En outre, en cas de déclenchement de l'alarme dans la cellule 4 (MC CORMICK), le locataire de la cellule 3 (NOVAIR) est alerté. Par contre, le locataire des cellules 1 et 2 (IRON MOUNTAIN) n'est pas alerté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La société LOGICOR SHINE doit : - justifier que les 3 locataires sont formés à l'application des dispositions prévues dans le Plan de Défense Incendie, - justifier que la détection automatique d'incendie actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment, permettant d'assurer l'alerte précoce de toutes les personnes présentes sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des moyens d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;
- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie.

**Constats :**

Des extincteurs et des RIA sont présents et répartis dans les 4 cellules.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que 2 RIA n'étaient pas accessibles dans la cellule 3. Selon le locataire NOVAIR, un devis est en cours pour améliorer le marquage au sol dans la cellule et organiser l'accès aux RIA et extincteurs.

Les cellules sont toutes sprinklées. Toutefois, pour les cellules 1 et 2 (IRON MOUNTAIN), les cartons d'archives sont stockés sur 4 niveaux (mezzanines) et seul le dernier niveau est sprinklé (pas de sprinklage en sous-face des mezzanines).

Suite à l'inspection réalisée en 2021, la société LOGICOR SHINE devait justifier la conformité du système d'extinction automatique d'incendie au type de produit stocké (justificatif fourni par un organisme reconnu). Ces justificatifs n'ont pas été fournis.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La société LOGICOR SHINE doit :

- transmettre les documents justifiant que, dans la cellule 3 louée par la société NOVAIR, les RIA sont tous accessibles et que le marquage au sol est réalisé,
- justifier la conformité du système d'extinction automatique d'incendie de l'entrepôt au type de produit stocké (justificatif fourni par un organisme reconnu).

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites :**

Demande de justificatif à l'exploitant

Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais : 3 mois**



## N° 7 : Évacuation des personnes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité des personnes
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m <sup>2</sup> . En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
<b>Constats :</b> Le dernier exercice d'évacuation a été réalisé le 11 décembre 2023, en commun, par les locataires des cellules 3 et 4 (NOVAIR et MC CORMICK). Le compte-rendu a été présenté par le locataire MC CORMICK. Aucun exercice d'évacuation ne semble avoir été réalisé récemment par le locataire IRON MOUNTAIN. Un exercice d'évacuation général aurait été réalisé il y a 2 ans, mais aucun locataire n'a été en mesure de présenter le compte-rendu de cet exercice.  Lors de la visite, l'inspection a constaté que dans la cellule 3 louée par NOVAIR, la barre anti-panique d'une issue de secours est cassée.  Par ailleurs, au vu de la configuration des stockages dans les cellules 1 et 2 sur plusieurs niveaux (locataire IRON MOUNTAIN), le nombre minimal des dégagements ne semble pas permettre que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La société LOGICOR SHINE doit : <ul style="list-style-type: none"><li>- indiquer la date du prochain exercice d'évacuation réalisé en simultané par les 3 locataires et transmettre le compte-rendu de cet exercice,</li><li>- justifier, via un reportage photographique, que la barre anti-panique de l'issue de secours est réparée dans la cellule 3,</li><li>- justifier que tout point de l'entrepôt n'est pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac, dans les cellules 1 et 2 louées par IRON MOUNTAIN.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

## N° 8 : Installations électriques et équipements métalliques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle électrique et foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de

couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.
<b>Constats :</b> Chaque locataire fait réaliser les contrôles des installations électriques dans les cellules qu'il loue. D'après le registre de sécurité présent chez IRON MOUNTAIN, les installations de protection contre la foudre ont été contrôlées le 20/09/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Sécurité incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.  L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.
<b>Constats :</b> Les contrôles des extincteurs sont à la charge de chaque locataire. À noter que ce contrôle est prévu le 18/06/2024 pour la cellule 4 louée par MC CORMICK (fin de validité du contrôle en avril 2024).  Les autres contrôles réglementaires sont à la charge de l'exploitant (LOGICOR SHINE). Ces derniers ne sont pas réalisés en même temps dans toutes les cellules de l'entrepôt. Lors de l'inspection, des RIA ne semblaient pas avoir été contrôlés (pas d'étiquette).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La société LOGICOR SHINE doit : - indiquer comment il s'assure que les contrôles périodiques des extincteurs sont réalisés selon la fréquence requise par ses locataires, - justifier que les contrôles réglementaires (RIA, portes coupe-feu, désenfumage, alarme incendie, sprinklage) ont bien été réalisés dans les 4 cellules de l'entrepôt.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 10 : Plan de défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 23

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

### **Prescription contrôlée :**

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22. Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

### **Constats :**

Les locataires IRON MOUNTAIN et MC CORMICK ont présenté le Plan de Défense Incendie (version de mai 2021). Ce dernier n'est pas à jour, le locataire NOVAIR (cellule 3) n'apparaît pas. D'ailleurs, NOVAIR ne dispose pas du PDI existant.

Aucun exercice de mise en œuvre du PDI n'a été réalisé depuis l'arrivée du locataire NOVAIR. En cas d'incendie, NOVAIR ne connaît pas les procédures en vigueur sur le site. Il aurait été opportun que la société LOGICOR SHINE mette à jour et présente le PDI à la société NOVAIR lors de son entrée dans l'entrepôt.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La société LOGICOR SHINE doit :

- mettre à jour le Plan de Défense Incendie de l'entrepôt, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule,
- transmettre le nouveau PDI à l'inspection des installations classées et aux services d'incendie et de secours,
- transmettre la nouvelle version du PDI à ses 3 locataires et justifier de leur formation à ce PDI,
- indiquer la date prévue pour l'exercice de mise en œuvre du PDI, réalisé en simultané avec les 3 locataires, et transmettre le compte-rendu de cet exercice.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 11 : Surveillance de l'entrepôt**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 25

**Thème(s) :** Risques accidentels, Alerte des pompiers

**Prescription contrôlée :**

En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt.

**Constats :**

Chaque locataire dispose de son propre système de télésurveillance, en dehors des heures ouvrées.

En cas de déclenchement chez l'un des locataires, la société de télésurveillance assure la levée de doute, puis appelle et accueille les pompiers si nécessaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite